
LE POINT DU JOUR,
O U
*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.*
N^o. CLXVIII.

Du Jeudi 24 Décembre 1789.

Séance de mardi soir.

LA séance a commencé par la lecture d'une lettre que M. le marquis de Bouillé a écrite à M. le président, datée de Metz du 16 de ce mois, par laquelle il annonce que les ordres qu'il a donnés sont si positifs, qu'il est impossible que l'exportation des bleds ait lieu. Les pièces justificatives qu'il a envoyées sont les attestations de toutes les municipalités circonvoisines, des publications & des placards, portant les ordres les plus précis au cordon de troupes, de saisir toutes les denrées qu'on voudroit exporter. Sur la dénonciation faite par un député de Charleville, M. de Bouillé a prié les consuls de cette ville, de lui indiquer des nouveaux postes pour mieux assurer ses services.

L'assemblée a renvoyé ces pièces au comité des rapports; on en a fait de même pour différentes lettres & autres pièces venues des frontières de Champagne, Saint-André, Henault & des trois Evêchés, tendantes à prouver les soins que prend M. d'Esterhazy pour empêcher l'exportation des bleds. M. le comte de Dillon a demandé à développer les moyens justificatifs de la conduite de M. d'Esterhazy, mais cet objet a été renvoyé à la séance de ce soir pour entendre le comité des rapports.

S

Une effraction commise au greffe du châtelet , dans la nuit du dimanche 20 de ce mois , avoit occasionné des bruits très-alarmans sur l'état de ce greffe qui renferme tant de pièces relatives à la liberté nationale. Une lettre de M. Talon , lieutenant-civil , de mardi 22 de ce mois , a calmé toutes les inquiétudes ; & l'assemblée a témoigné sa satisfaction du zèle & du patriotisme des officiers de ce tribunal ; voici cette lettre :

Lettre de M. Talon.

M. le président ,

L'assemblée nationale a pu concevoir quelques inquiétudes sur ce qui s'est passé au greffe criminel du châtelet , la nuit de dimanche dernier , & je ne puis trop m'empres-
 ser de la rassurer sur les suites de cet événement.

» Le premier soin de M. le lieutenant-criminel , de M. le procureur du roi , & le mien , a été de me transporter sur-le-champ au châtelet , d'y vérifier l'existence des pièces des procès qui peuvent intéresser la liberté nationale , & dont la connoissance nous a été attribuée par les décrets de l'assemblée. Nous avons eu la satisfaction de reconnaître qu'aucune de ces pièces n'avoit été enlevée ; quelques-uns des coupables ayant été arrêtés , on doit espérer de connoître dans peu , si l'espoir de voler quelques effets précieux a été le seul motif de cet attentat.

» J'ose supplier M. le président d'en informer l'assemblée , & de lui renouveler l'hommage respectueux d'une compagnie entièrement dévouée au service de la loi.»

Je suis avec respect , &c. *Signé TALON.*

M. le président a observé qu'une députation de la commune de Paris avoit dû être reçue le matin à la barre de l'assemblée ; mais que la séance ayant été remplie par d'autres objets , les membres de cette députation avoient prié M. Guillotin de rendre compte de l'objet de leur mission,

M. Guillotin ayant été entendu , a présenté , au nom de la commune de Paris , deux mémoires , l'un fait par M. Boncerf , & l'autre par M. Lambert ; » ces deux mémoires , a-t-il dit , sont remplis d'observations utiles & avantageuses , sur les moyens de subvenir aux besoins des pauvres , & d'un grand nombre de manouvriers , victimes de l'inaction du commerce & de l'industrie ; la commune de Paris demande que l'assemblée nationale s'occupe des loix & des réglemens nécessaires pour assurer aux enfans trouvés , aux infirmes , aux ouvriers sans travail , aux mendiens , & généralement à tous les pauvres des deux sexes du royaume , les secours que l'humanité leur doit , & qu'ils ont droit d'attendre des lumières de la justice , & de la tendre sollicitude des législateurs de la nation. »

Voilà sans doute un des objets qui doivent de préférence occuper l'assemblée. Si la mendicité est un des plus grands fléaux qui tourmentent tous les états de l'europe , c'est peut-être un des plus redoutables de ceux qui existent en France ; l'homme heureux, ou l'égoïste opulent qui n'a pas assez de courage ou de vertu pour être témoin de nos secousses politiques, emporte en fuyant dans des climats étrangers, le travail & la subsistance de plusieurs familles d'artisans & de manouvriers ; l'homme riche renferme ses trésors pendant la tempête : c'est ainsi que les moyens de circulation & de commerce se ralentissent , & que la cessation des travaux devient accablante. C'est à des loix constitutionnelles à rassurer le pauvre & l'infortuné contre ces besoins pressans qui avilissent l'ame & flétrissent le courage ; c'est ensuite aux corps administratifs à exécuter ces loix par des établissemens de bienfaisance & de travail.

M. Guillotin , après avoir fait le rapport des deux mémoires de la commune de Paris , a conclu à ce que le

comité d'agriculture s'occupât de cet objet pour en faire incessamment son rapport à l'assemblée.

M. de Virieux, après avoir démontré l'importance & les difficultés de cette question, a demandé qu'il fût nommé un comité de sept personnes, chargées de présenter à l'assemblée un travail relatif à tous les pauvres du royaume.

Ici plusieurs avis différens ont été ouverts; les uns desiroient qu'on nommât ce comité, d'après la nouvelle division, en départemens; les autres, par généralités; certains autres disoient que n'y ayant plus ni généralités ni provinces, il falloit choisir le comité dans l'assemblée sans aucune espèce de distinction.

M. de Lufignan a observé que les moyens à prendre sur le sort des pauvres étoit infiniment délicat; que les ennemis du bien public pourroient en tirer de grands avantages, si l'assemblée ne parvenoit pas à adoucir le sort des malheureux. Il pensoit que chaque municipalité devoit se charger de ses pauvres; que les mémoires relatifs à cet objet devoient être renvoyés dans les départemens, & que du résultat de leur vœu, l'assemblée pourroit former des réglemens généraux.

M. Pethion applaudissoit au zèle & à l'humanité de la commune de Paris; mais il pensoit que ce comité ne seroit pas plutôt établi, qu'il seroit assailli de mémoires, de requêtes & de réclamations; que l'établissement du comité pourra faire croire que les fonds nécessaires sont assurés pour satisfaire à toutes les demandes; c'est par ces considérations qu'il pensoit qu'il n'y avoit lieu à délibérer; enfin on est allé aux voix, & la pétition de Paris a été renvoyée au comité d'agriculture & de commerce.

Ici les députés de Saint-Domingue ont réclamé la pri-

rité pour l'affaire des subsistances de cette colonie, & la préférence a été accordée à celle de la subsistance du royaume. M. Hébrard a proposé en conséquence, au nom du comité des rapports, un projet de décret en cinq articles, dans lequel la peine de mort étoit prononcée contre ceux qui seroient convaincus d'avoir exporté des grains.

A la lecture de cet article, un mouvement d'improbation générale s'est élevé.

Quelques autres articles sembloient mettre des obstacles à la circulation intérieure; mais un article plus juste, également réclamé par l'agriculture & par le commerce, portoit la suppression des droits du minage, hiallage, pontanage & autres. La discussion ayant été ouverte, M. de la Galiffonnière a pensé « que plus on feroit des réglemens, plus on exciteroit le monopole; que les primes accordées en 1788, ne firent que renchérir les denrées; qu'il falloit donner la liberté la plus illimitée à la circulation intérieure; que les comptes rendus par les commandans des provinces, tranquilloient sur le dehors, & qu'ainsi il n'y avoit lieu à délibérer.

Plusieurs membres ont observé que ce projet de décret n'étoit pas l'ouvrage du comité des rapports; à quoi M. Hébrard a répondu qu'il avoit été autorisé par le comité à conférer sur ce décret avec MM. Emmeri & Salomon, qui avoient déjà un travail fait sur cette matière.

M. le vicomte de Mirabeau s'est plaint de ce qu'on rapportoit des décrets déterminés par un très-petit nombre de membres des comités; que cela venoit de ce que les mêmes personnes étoient de six comités à la fois; il a fait en conséquence la motion que les députés ne fussent pas membres de plusieurs comités à la fois, afin qu'ils s'occupassent des affaires avec plus d'exactitude.

Cette motion incidente n'a pas eu des suites; & l'Assemblée

a repris la discussion sur les subsistances. Différens avis ont été ouverts. Les uns vouloient des loix prohibitives très-sévères contre l'accaparement & l'exportation des bleds ; les autres soutenoient que les loix prohibitives étoient plus dangereuses qu'utiles. « Des loix trop sévères , disoit M. de Saint-Fargeau , bien loin de produire l'abondance , rameneroient la disette. Quant à la peine de mort , c'est une grande question de savoir si le droit de la prononcer appartient au législateur ; mais en supposant qu'il fût nécessaire & utile de la prononcer , ce ne pourroit être que pour les délits les plus graves. Ce n'est pas dans le dix-huitième siècle , qu'on doit consacrer une erreur des siècles précédens. Quant au droit de minage & autres , les uns appartiennent à la nation , & l'assemblée pourra en disposer ; mais d'autres appartiennent aux particuliers comme patrimoine , & on ne peut les en priver sans une juste indemnité ».

M. de Saint-Fargeau a proposé de charger le comité des domaines & des féodalités , de proposer un décret pour la suppression de ces droits ; ensuite on est allé aux voix sur le décret lu par M. Hébrard : sur quoi il a été décrété :

1^o. Qu'il n'y avoit pas lieu à délibérer sur la partie du rapport du comité , qui propose des réglemens très-sévères , & entr'autres la peine de mort contre les délinquans aux décrets qui interdisent l'importation des grains , & qui en ordonnent la libre circulation dans le royaume.

2^o. Que les comités de féodalité , de commerce & d'agriculture présenteront à l'assemblée des projets de décret sur les moyens de supprimer sans injustice les droits de minage , hallage , leudes , péages , étalages , & autres semblables droits.

L'affaire des subsistances de Saint-Domingue a été renvoyée à la séance du lendemain.

Séance d'hier.

M. Prévôt a présenté un don patriotique du comité permanent de la ville de Roye, consistant dans les boucles d'argent d'un grand nombre de citoyens, & dans plusieurs effets d'or & d'argent donnés à compte de la contribution du quart des revenus.

M. Goffin a présenté ensuite un autre don patriotique, fait par M. l'abbé Mayor, professeur au collège de Bar-le-Duc. C'est une sphère planétaire que M. de la Lande estime être très-propre à donner une juste idée du système du monde. Voici comme ce savant illustre en parle :

1°. Les planètes y ont, à quelques millièmes près, leur vitesse respective, & font leur révolution autour d'une lumière qui représente le soleil. 2°. La terre fait sur elle-même trois cents soixante-six tours, en même temps qu'elle fait sa révolution annuelle, en conservant le parallélisme de son axe, ce qui montre aux yeux d'où viennent les différentes saisons, d'où vient que certains peuples ont des jours de 2, ou de 3, ou de 4 mois.

3°. La lune emportée avec la terre, fait autour de celle-ci, une orbite inclinée sur l'écliptique, & fait voir pourquoi nous n'avons pas éclipse chaque nouvelle lune & chaque pleine lune. Ces nœuds faisant une révolution rétrograde dans un temps proportionnel, on sent pourquoi nous avons des éclipses totales ou partielles, ou boréales.

4°. Enfin, cette sphère a une échelle de temps, l'année se présente par 10 minutes, les différentes positions qu'on lui donne ne gênent aucun mouvement. *Signé de la Lande.*
Si l'offre de ce planétaire n'avoit été reçu avec beaucoup d'intérêt, & si son invention ne faisoit beaucoup d'honneur à M. l'abbé Mayor; nous nous serions dispensés d'entrer dans ce détail. D'ailleurs l'assemblée doit des

encouragemens aux sciences, aux lettres & aux arts, comme au patriotisme.

Aussi M. le président a été autorisé à écrire à M. l'abbé Mayor, pour lui témoigner la satisfaction de l'assemblée, de même qu'aux communautés de Marson, Loissy, Meligny & la Haye - Court en Barrois, pour l'offre patriotique qu'elles ont fait : savoir, Haye-Court, 3000 liv. ; Loissy, 600 ; Meligny, 254, & Marson, huit cent.

M. Mauduit, ancien professeur en l'université de Paris, a fait un don patriotique qui a été présenté par M. Daigaliers ; ce don consiste en un contrat de trois cents liv. sur le roi avec deux années d'arrérages.

Une communauté de protestans a fait aussi un don patriotique, & ce bienfait a précédé les débats sur la question de savoir si les protestans devoient être admis aux places municipales. M. de Clermont - Tonnerre a le premier pris la parole ; il a prouvé avec force que c'étoit également la cause des protestans, des comédiens, des juifs & de tous ceux à qui les droits de citoyen peuvent être contestés ; il a parfaitement distingué ce que chacun doit aux loix dogmatiques & aux loix morales ; il a écarté sur-tout l'empire de l'aveugle préjugé, en disant : « Qu'il est toujours puissant, quand la loi n'est l'ouvrage que d'un seul homme, mais qu'il doit disparaître devant la loi qui est l'ouvrage de tous ».

M. l'abbé Mauri a dévoilé des principes contraires à ceux de M. de Clermont-Tonnerre ; nous ne répéterons pas tout ce qu'il a dit sur l'exécuteur de la haute-justice. Celui qui exécute les arrêts terribles des tribunaux n'étoit pas l'objet de la discussion. M. l'abbé Mauri a passé aux comédiens. « Le premier intérêt de la société, a-t-il dit, est la morale ; or l'état de comédien en rompt les principes, puisqu'il rompt les liens de la puissance paternelle ;

Cette révolution dans l'opinion ne peut être aussi prompté que la rédaction des décrets; l'opinion doit être doucement emportée par la loi ».

M. l'abbé Mauri vouloit parler sans doute d'un abus introduit dans l'académie royale de musique, relativement à la puissance paternelle, & il avoit raison quand il a attaqué cet usage immoral, incompatible avec de bonnes loix; mais faut-il juger les droits d'une classe de citoyens, par les abus qui bientôt n'existeront plus? Les personnes qui font connoître tous les jours les chefs-d'œuvre du génie sur les théâtres nationaux, n'attendent que de meilleures loix & une police sage qui ne fasse du théâtre, qu'une grande école de morale & de vertu; mais si nos loix sont mauvaises, si nos réglemens sont vicieux pour les jeux scéniques, qui chez une nation régénérée peuvent devenir une partie intéressante d'éducation publique, faut-il pour cela flétrir par des exclusions, des citoyens que la déclaration des droits rappelle à toutes les fonctions sociales? sans doute il est des époques où les loix les plus justes doivent attendre les opinions pour être adoptées; il en est d'autres, où la loi forme ou accélère l'opinion elle-même.

M. l'abbé Mauri, parlant des Juifs, a dit qu'ils formoient une nation toujours étrangère; qu'ils n'étoient point regnicoles, mais soumis au roi qu'ils attendent, & aux loix qu'ils professent. Depuis Charles-le-Chauve qui donna l'état civil aux Juifs, jusqu'à Charles VI qui le leur ôta, les Juifs ont été expulsés sept fois. Profitons de l'expérience de nos pères. Les Juifs sont un peuple particulier, qui semblables aux Banians & aux Guèbres, ont traversé dix-huit siècles sans se mêler à aucun peuple; couverts d'un voile d'opprobre, c'est de leur infortune qu'on se sert pour exciter notre pitié. Ils ne font que le commerce de l'argent; ils seront toujours le fléau des provinces agricoles; aucun d'eux n'a

encore ennobli sa main du soc de la charrue; l'usure a été toujours la ressource de cette nation ».

M. l'abbé Mauri considéroit ensuite les Juifs sous le rapport de leur utilité dans la société. « En fera-t-on des artisans, disoit-il ? mais, outre les jours de sabbat qui les condamnent au repos, ils ont encore cinquante-six jours de fêtes. Ils n'ont jamais cultivé que des arts efféminés ? En ferez-vous des soldats ? mais je ne connois pas de général qui voulût commander une armée juive le jour du sabbat ? d'ailleurs, le célibat est en opprobre chez les Juifs, & ils se marient de si bonne heure, qu'ils doivent être naturellement de mauvais soldats.

» En ferez-vous enfin des laboureurs ? Ils ont toujours préféré le commerce à l'agriculture ; ils étoient dans l'histoire ancienne ce que les corsaires barbaresques sont dans la nôtre. Les Juifs sont fermiers dans le Palatinat polonois ; ils ont des chrétiens pour esclaves. De malheureux paysans écrasés par eux, mal payés par eux, arrosent de leur sueur les sillons qui enrichissent leurs maîtres ; enfin les Juifs, possédant en Alsace un capital de douze millions, pourront acheter la moitié de la province, qui sera ainsi une colonie juive : il faut déclarer n'y avoir lieu à délibérer ».

M. l'abbé Mauri s'est montré plus doux pour les protestans que pour le peuple d'Israël, dont les livres sont nos preuves, & dont la religion est la source de la nôtre.

« Comment a-t-on pu, s'écrioit M. Robespierre, opposer aux juifs les persécutions dont ils ont été les victimes chez différens peuples ? Ce sont, au contraire, des crimes nationaux que nous devons expier, en leur rendant les droits imprescriptibles de l'homme, dont aucune puissance humaine ne pouvoir les dépouiller. On leur impute encore des vices, & les préjugés, l'esprit de secte & d'intérêt, les exagèrent ; mais à qui pouvons-nous les imputer, si ce

n'est à nos propres injustices ? Après les avoir exclus de tous les honneurs , même des droits à l'estime publique , nous ne leur avons laissé que les objets de spéculation lucrative. Rendons-les au bonheur , à la patrie , à la vertu , en leur rendant la dignité d'hommes & de citoyens ; songeons qu'il ne peut jamais être politique , quoi qu'en puisse dire , de condamner à l'avilissement & à l'oppression , une multitude d'hommes qui vivent au milieu de nous. Comment l'intérêt social pourroit-il être fondé sur la violation des principes éternels de la justice & de la raison , qui sont les bases de toute société humaine » ?

M. Robespierre a soutenu avec la même force les droits des non-catholiques & des comédiens.

M. l'évêque de Nanci s'est déclaré contre les juifs : « S'il est de votre humanité , a-t-il dit , d'améliorer le sort de la nation juive , il est de votre sagesse de prévenir des désastres en préparant l'opinion publique. N'oublions pas que dans le pays de la liberté , en Angleterre , les juifs avoient obtenu du parlement une partie de ce qu'ils viennent vous demander aujourd'hui ; le bill étoit rendu ; le peuple s'indigne , le feu & l'eau leur furent , pour ainsi dire , interdits , & les juifs eux-mêmes furent réduits à demander la révocation du bill. Ici , les cahiers des provinces où les juifs sont établis , sont contraires à cette demande ; il faut donc préparer & approfondir cette question avant de la décider ».

M. l'évêque de Nanci proposoit , en conséquence , un comité chargé d'examiner les loix de police & d'administration concernant les Juifs , pour concilier les droits de la nature avec les mesures nécessaires au bon ordre & à la tranquillité de la société politique.

M. Duport réfutoit l'opinion de M. l'abbé Mauri , qui disoit que les Juifs étoient une nation , en soutenant qu'il n'y

avoit pas de nation sans territoire ; il disoit ensuite que lorsqu'une nation a établi des loix générales , il ne reste plus qu'à examiner si les conditions exigées pour être citoyens , sont remplies ; il a proposé , en conséquence , une nouvelle rédaction , dans laquelle il n'étoit fait aucune mention ni de la profession ni du culte.

Cette opinion a paru remplir le vœu général de l'assemblée , puisqu'elle a obtenu la priorité , & que M. de Clermont-Tonnerre a adopté cette nouvelle forme de décret.

On est allé aux voix , malgré la résistance qu'opposoient MM. Reubell & de Broglie , afin que la question des Juifs fût ajournée.

La première épreuve , sur le tout , a été douteuse.

A la seconde , M. de Clermont-Tonnerre a observé que , par esprit de conciliation , on pouvoit encore ajourner la question des Juifs ; mais une partie de l'assemblée ayant refusé , M. de Clermont-Tonnerre a demandé l'appel nominal qui n'a été fait qu'après une seconde épreuve qui a paru encore douteuse.

Le résultat des voix a été 408 pour refuser la priorité à la rédaction de M. Duport , 404 pour la lui accorder.

On souscrit , à Paris , chez C U S S A C , Libraire , au Palais-Royal , N^{os} 7 & 8 , & chez les principaux Libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement , de 30 numéros , est de 6 liv. pour Paris , & de 7 liv. 10 s. franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent , sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.